COMMUNE DE MACÉ

RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mil vingt-deux, le dix-sept du mois d'octobre à vingt heures, les membres du Conseil municipal de la commune de Macé se sont réunis dans la mairie de la commune sur la convocation du douze octobre deux mil vingt-deux qui leur a été adressée par Monsieur FONTAINE Jean-Pierre, Maire de Macé.

Étaient présents : DESDOUYS Véronique, FONTAINE Jean-Pierre, GAREL Adrien, GRIGNÉ Yvette, LEVEEL Guillaume, MERY Anne, MERY Michel, SAMSON Samuel, SOUBRIÉ Delphine, THOMAS Jean-Luc.

Étaient absents : SOUDRON Marie-Claude.

M. LEVEEL Guillaume a été désigné secrétaire de séance.

A l'unanimité, le Conseil Municipal adopte :

- Le procès-verbal du 11 juillet 2022.

Il a été décidé de rajouter à l'ordre du jour le vote des tarifs de location de l'ancienne cantine jouxtant la salle polyvalente.

2022.17. OCTOBRE - 01

VII. FINANCES

Paiement de la porte de la Mairie

Monsieur le Maire expose qu'il est nécessaire de délibérer sur le paiement de la facture de la porte de la mairie. Le remplacement de cette dernière avait juste été intégré au budget (5000 € au compte 21311chap 021). Le choix de l'artisan en charge de fournir la porte ayant été voté à l'unanimité.

Le conseil après en avoir délibéré à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à payer la somme de 4135.20 € aux Ets PODYMA.

COMMUNE DE MACÉ

2022.17. OCTOBRE – 02

VII. FINANCES

Admission en non-valeur de certaines créances

Monsieur le Maire expose que chaque année, certaines créances demeurent irrécouvrables, même après plusieurs procédures de recouvrement.

Parmi ces créances irrécouvrables, on distingue les admissions en non-valeur, créances pour lesquelles, malgré les diligences effectuées, aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes). Il est à préciser que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement. Le détail des motifs est précisé dans le tableau ci-dessous.

Le montant des admissions en non-valeur s'élève à 410 ,94 € sur la période 2013-2020.

Débiteur	Exercice	Numéro de titre	Reste à recouvrer
N° 1	2021	197	0,01 €
N° 2	2013	474, 521, 558	182,50 €
	2014	17	
N° 3	2016	354, 423	41,41 €
N° 4	2020	227, 301, 364	0,03 €
N° 5	2019	458, 508	186,83 €
	2020	20, 70, 132, 241	
N° 6	2020	125	0,02 €
N° 7	2021	122	0,03 €
N° 8	2020	303, 366	0,02 €
N° 9	2017	377	0,06 €
N° 10	2020	117	0,03 €
Total :			410.94 €

En conséquence, Le Maire propose d'admettre en non-valeur le montant suivant :

Budget	Compte	Montant
Budget principal	6541 - Créances admises en non-valeur	410 ,94 €

L'inscription des crédits au budget principal de la ville 2022 aux comptes 6541 pour la créance afférente à ce budget ayant été voté,

COMMUNE DE MACÉ

Vu les articles L2121-29, L2121-1 à L2121-23, R2121-9 et R2121-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui concernent le conseil municipal et ses modalités de fonctionnement ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

Vu les demandes d'admission en non-valeur transmises par Monsieur le Maire, correspondant au détail fourni ci-dessus ;

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'assemblée délibérante, ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité les créances irrécouvrables ;

Après avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité,

DECIDE d'admettre en non-valeur la somme de 410,94 €.

2022.17. OCTOBRE - 03

Désignation d'un correspondant incendie et secours

Monsieur Le Maire expose qu'un décret du 29 juillet, pris pour l'application de l'article 13 de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, précise les conditions et les modalités de création et d'exercice des fonctions de conseiller municipal correspondant incendie et secours. Le Maire de la commune ne peut être désigné correspondant. Ce décret indique ainsi qu'à défaut de désignation d'un adjoint au maire ou d'un conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile, le correspondant incendie et secours prévu à l'article 13 de la loi du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels est désigné par le maire parmi les adjoints ou les conseillers municipaux dans les six mois qui suivent l'installation du conseil municipal.

En cas de vacance de la fonction de correspondant incendie et secours, la désignation intervient lors de la première réunion du conseil municipal qui suit cette vacance.

COMMUNE DE MACÉ

Le maire communique le nom du correspondant incendie et secours au représentant de l'Etat dans le département et au président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours.

Dans le cadre de ses missions d'information et de sensibilisation des habitants et du conseil municipal, le correspondant incendie et secours peut, sous l'autorité du maire :

- participer à l'élaboration et la modification des arrêtés, conventions et documents opérationnels, administratifs et techniques du service local d'incendie et de secours qui relève, le cas échéant, de la commune ;
- concourir à la mise en œuvre des actions relatives à l'information et à la sensibilisation des habitants de la commune aux risques majeurs et aux mesures de sauvegarde ;
- concourir à la mise en œuvre par la commune de ses obligations de planification et d'information préventive ;
- concourir à la définition et à la gestion de la défense extérieure contre l'incendie de la commune.

Il informe périodiquement le conseil municipal des actions qu'il mène dans son domaine de compétence.

Pour l'application de ces nouvelles dispositions aux mandats en cours, le maire désigne le correspondant incendie et secours dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de ce décret. Dans le cas présent la nomination par arrêté devra avoir lieu avant le 1^{er} novembre 2022.

Le Maire informe le Conseil que Monsieur THOMAS Jean-Luc s'est proposé pour être le correspondant incendie un arrêté a été rédigé en ce sens courant septembre 2022.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité,

ACCEPTE la nomination de Monsieur THOMAS Jean-Luc.

2022.17. OCTOBRE - 04

Vente d'herbe à Surdon

COMMUNE DE MACÉ

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune est propriétaire d'une parcelle de terrain cadastrée ZX n° 64 d'une surface de 8,778 ares, qui n'est pas actuellement utilisée par la commune qui doit néanmoins en assurer l'entretien.

Une demande d'utilisation a été faite par une propriétaire de poneys. Lors du conseil précédent, le sujet a été évoqué et il a été décidé de délibérer sur une vente d'herbe.

Il propose la vente d'herbe de cette parcelle pour un montant de 150 € annuel à échéance du 31 décembre 2022. Ces modalités pourraient, sur demande de l'éleveuse, être reconduites pour les années suivantes.

L'utilisateur de la parcelle devra veiller au bon entretien et à la bonne clôture de la parcelle sans quoi la vente d'herbe sera annulée.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE la vente d'herbe de cette parcelle pour un montant de 150 € par an.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette vente et à contrôler le respect des conditions précédemment énoncées.

2022.17. OCTOBRE - 05

Rapport annuel sur le prix et la qualité du
service public du Service d'assainissement collectif
de la Communauté de Communes des Sources de l'Orne
2021

Monsieur le Maire donne lecture du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public du Service d'assainissement collectif de la Communauté de Communes des Sources de l'Orne.

En application de l'Article D.2224-3 du Code général des Collectivités territoriales,

Le Conseil municipal ayant pris connaissance des différentes données et après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE d'approuver le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public du Service d'assainissement collectif de la Communauté de Communes des Sources de l'Orne.

COMMUNE DE MACÉ

2022.17. OCTOBRE - 06

Location de l'ancienne cantine scolaire jouxtant la salle polyvalente

Monsieur le Maire rappelle que l'école de Surdon ayant fermé ses portes à la rentrée 2022-2023, la cantine scolaire n'est plus utilisée.

Cette salle est aux normes permettant d'accueillir du public et des habitants de Macé ont émis le souhait de la louer.

Le Conseil municipal propose de louer la salle aux tarifs suivants :

	Commune	Hors commune
Location Week End	50 €	70 €
Journée supplémentaire	15 €	15 €
Forfait hiver par jour	5 €	5 €
Location à la journée durant un Week-end	30 €	50 €
Location à la journée hors un Week-end	20 €	30 €
Caution	100 €	120 €

Le règlement de la grande salle, adapté à la capacité d'accueil de la petite salle, s'applique également.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE de louer l'ancienne cantine scolaire jouxtant la salle polyvalente aux tarifs et conditions précédemment énoncés.

COMMUNE DE MACÉ

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Diagnostic énergétique des logements communaux

Monsieur le Maire informe le conseil du changement en ce qui concerne Les diagnostics énergétiques et les révisions de loyer des locataires. En effet le diagnostic de performance énergétique (DPE) doit être remis au locataire lors de la conclusion du bail. Ils doivent être réalisés depuis moins de 10 ans. Les critères du DPE ont été révisés et ceux qui ont été réalisés avant le 31 décembre 2017 doivent être renouvelés avant le 31 décembre 2022 ; ceux qui ont été réalisés avant le 30 juin 2021 devront l'être avant le 31 décembre 2024.

À partir du 24 août 2022, les loyers des logements dont le diagnostic de performance énergétique est classé F ou G (« *passoires énergétiques* » ou « *thermiques* ») ne pourront plus être augmentés. Ce blocage concerne les nouveaux contrats de location et, progressivement les contrats en cours, en fonction de leur reconduction tacite ou de leur renouvellement.

À partir du 1^{er} janvier 2024 les logements des catégories F ou G seront interdites à la location. Il faut donc penser à faire les diagnostics énergétiques. Néanmoins, le Conseil municipal estimant ne pas avoir toutes les informations nécessaires, il est proposé de reporter cette délibération à une prochaine séance.

Charges des logements communaux

Monsieur le Maire expose que certaines charges (chauffage, eau, assainissement ...) ne sont pas imputées sur le loyer des locataires et sont payées par la commune.

Ne disposant pas d'informations claires et chiffrées, le Conseil municipal propose d'attendre ces précisions et des retours d'échanges avec les locataires pour délibérer sur ce sujet.

Tuiles tombant du toit la mairie

Les services techniques ou un couvreur interviendront rapidement pour observer l'état de la toiture et faire les réparations nécessaires.

Terrain de Belfonds

La commune de Macé est propriétaire d'un terrain à Belfonds. Ce terrain est actuellement exploité sans contrepartie par un agriculteur de la commune. Il est donc projeté de prendre

COMMUNE DE MACÉ

contact avec cet agriculteur pour lui proposer de régulariser la situation en lui louant ce terrain pour environ 200 € par an (estimation à affiner).

Achat de deux panneaux d'affichage pour la mairie et Surdon

La porte de la mairie ayant été changée, il n'est plus possible d'afficher directement sur l'huissierie comme précédemment. De plus, le panneau d'affichage de Surdon n'est pas adapté. Le Conseil propose donc d'acquérir deux nouveaux panneaux.

Taxe d'aménagement

Monsieur le Maire expose les discussions en cours à la CDC des Sources de l'Orne à propos de l'attribution d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par les communes au profit de l'EPCI. Or la commune de Macé, comme la majorité des autres communes, n'applique pas cette taxe sur son territoire. L'idée d'une harmonisation sur l'ensemble de la CDC des Sources de l'Orne est évoquée. Néanmoins, la procédure ayant pris du retard, Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'il n'y a pas d'urgence à délibérer.

Travaux à l'église

Monsieur Guillaume LEVEEL, Conseiller municipal informe le Conseil municipal qu'une « Association de sauvegarde de Patrimoine de Macé » a été créée.

Numérotation du bourg

Monsieur Jean-Luc THOMAS, premier Adjoint, informe le Conseil municipal que le travail de numérotation progresse.

Compteur d'eau aux jardins de Surdon

Suite à une surconsommation importante, le compteur d'eau des jardins de Surdon a été fermé cet été. Néanmoins, les jardiniers, mécontents demandent sa réouverture et proposent de participer au paiement de la facture d'eau.

Conteneurs d'ordures de Surdon

COMMUNE DE MACÉ

Monsieur le Maire informe le Conseil que les conteneurs d'ordures de Surdon pourraient être déplacés près des jardins ouvriers. Ils seraient ainsi moins isolés évitant ainsi les nombreuses incivilités jusque-là constatées.

Vitesse dans le Bourg

Monsieur Guillaume LEVEEL, Conseiller municipal présente au Conseil municipal une réflexion sur les moyens de faire ralentir les véhicules dans le Bourg. En effet, le sentiment partagé par des habitants du Bourg est que la vitesse excessive, l'absence d'aménagements et les stationnements inadaptés sont un facteur de risque important, notamment pour les enfants.

Devenir des locaux de l'ancienne école de Surdon

Monsieur Guillaume LEVEEL, Conseiller municipal propose de transformer les anciens locaux de l'école de Surdon en centre de télétravail, profitant notamment de la proximité de la gare SNCF. Contact sera pris avec la CCI afin d'obtenir de plus amples informations.

Monsieur Michel MERY, deuxième Adjoint demande à Monsieur le Maire des nouvelles à propos du projet de vendre l'ancien pavillon de la cantine. Monsieur le Maire indique que l'estimation demandée à un notaire tarde à venir.

6 délibérations ont été adoptées

La séance est levée à 22 heures.

2022.17. OCTOBRE – 01	Paiement de la porte de la Mairie
2022.17. OCTOBRE – 02	Admission en non-valeur de certaines créances
2022.17. OCTOBRE – 03	Désignation d'un correspondant incendie et secours
2022.17. OCTOBRE – 04	Vente d'herbe à Surdon
2022.17. OCTOBRE – 05	Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public du Service d'assainissement collectif de la Communauté de Communes des Sources de l'Orne 2021
2022.17. OCTOBRE - 06	Location de l'ancienne cantine scolaire jouxtant la salle polyvalente

Le Maire

Le Secrétaire de Séance